

Distinction des expériences inspirantes, meilleures pratiques et innovations dans la gouvernance urbaine et territoriale, la décentralisation et le développement local

**PRIX D'EXCELLENCE DU
LEADERSHIP LOCAL**

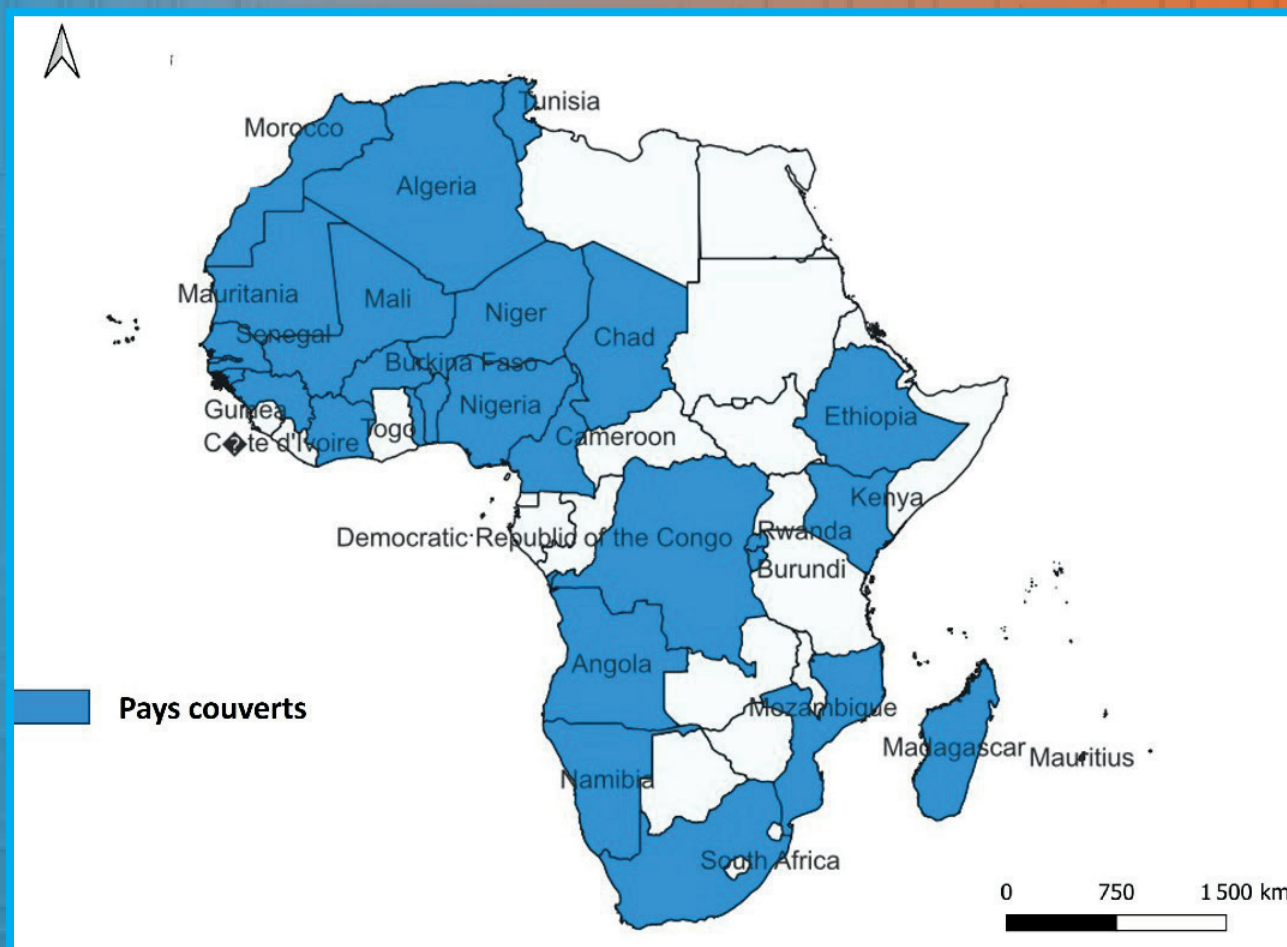


PRÉSENTATION DES EXPERIENCES NOMINÉES

Édition Panafricaine 2025

Conférence d'Apprentissage : 29 septembre – 03 octobre

**Cérémonie de remise des trophées : 06 novembre 2025 à
Dakar au Sénégal en marge du FIDEPA06**



SOMMAIRE

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II.	LES NOMINÉS	3
	<i>1. MINISTÈRES</i>	<i>3</i>
	<i>2. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</i>	<i>7</i>
	<i>3. CITOYENS TRANSFORMATEURS</i>	<i>24</i>
	<i>4. ENFANTS ET JEUNES CREATEURS</i>	<i>27</i>
	<i>5. JOURNALISTES ET COMMUNICANTS</i>	<i>29</i>
	<i>6. UNIVERSITAIRES - CHERCHEURS</i>	<i>32</i>
III.	LE COMITÉ SCIENTIFIQUE	35
IV.	LE COMITÉ DE PILOTAGE	36

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le continent s'est doté en 2013, de «L'agenda 2063, l'Afrique que nous voulons» qui place les populations africaines au cœur du développement du continent. Dans cette dynamique, plusieurs instruments ont été mis en place, notamment la Charte africaine sur les valeurs et principes du service public et de l'administration en 2011 et la Charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local en 2014, qui encouragent les États à institutionnaliser des systèmes transparents de reconnaissance de l'excellence et de l'innovation dans la gouvernance et la décentralisation.

Au cours de la 5ème session ordinaire qui s'est tenue le 20 décembre 2024 à Tunis, les Ministres en charge du Comité Technique Spécialisé de l'Union Africaine sur la Fonction Publique et l'Administration, les Collectivités Locales, le Développement Urbain et la Décentralisation (CTS n°8-UA), ont adopté le principe du Programme panafricain de récompenses pour la Décentralisation, la Gouvernance et le Développement Local.

Le Prix d'Excellence du Leadership Local avait déjà connu des éditions tenues au niveau national et sous régional. La présente édition panafricaine, organisée par l'Observatoire International de la Démocratie Participative en Afrique, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et Cités-Gouvernements Locaux Unis d'Afrique, vise ainsi à récompenser les Ministères, collectivités territoriales, journalistes - communicants, universitaires - chercheurs, enfants et jeunes créateurs et citoyens engagés dans des initiatives innovantes favorisant l'accès aux services publics, la participation citoyenne et la gouvernance inclusive. Il encourage le partage des bonnes pratiques, innovations et des expériences inspirantes pour contribuer au renforcement de la solidarité entre les États africains et à la promotion d'une décentralisation adaptée aux réalités du continent.

II. LES NOMINÉS

Lancée le 27 mars 2025, l'édition Panafricaine du Prix d'Excellence du Leadership local (PELL AFRIQUE) a enregistré globalement **734 soumissions** couvrant **28 pays**, venant des ministères, collectivités territoriales, journalistes et communicants, universitaires et chercheurs, enfants et jeunes créateurs et citoyens transformateurs. Les candidatures ont été évaluées par un comité scientifique composé d'éminentes personnalités et d'experts issus de divers pays africains. Le comité de pilotage du Prix a dévoilé la liste officielle des 57 nominés qui ont participé à la conférence d'apprentissage du 29 septembre au 03 octobre 2025 en ligne.

1. MINISTÈRES

1.1 Ministère de l'Administration territoriale - ANGOLA

En Angola, le processus de décentralisation et de renforcement de la gouvernance locale a progressivement évolué, soutenu par la Constitution qui garantit l'autonomie juridique et financière aux collectivités locales, complétée par un paquet législatif mettant l'accent sur la loi 13/20 sur le régime financier et la loi 27/19 sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités. Depuis 2018, l'exécutif a mis en œuvre des transferts de compétences et de revenus des ministères aux gouvernements provinciaux et de ceux-ci aux municipalités, faisant passer les

recettes municipales d'environ 3,8 millions de Kz en 2017 à plus de 26,6 milliards de Kz en 2023. L'institutionnalisation des communes se fera au suffrage universel, assurant également la parité hommes-femmes avec un minimum de 30 % de femmes sur les listes électorales, renforcée par la création du Réseau des femmes dans les collectivités locales.

La participation citoyenne est promue par le biais du budget participatif, qui alloue 25 millions de Kz par municipalité, et par la Foire des municipalités et des villes d'Angola, un espace d'échange d'expériences qui en 2025 réunira 21 provinces et plus de 100 000 visiteurs. La formation du personnel local a été une priorité, avec la formation de plus de 34 mille fonctionnaires par l'ENAPP en 2024. L'évaluation de la performance municipale est encouragée par le Prix de la meilleure municipalité d'Angola, lancé en 2023, qui récompense les bonnes pratiques dans des domaines tels que l'urbanisme, la santé, l'éducation et l'inclusion. Dans le domaine de l'environnement, des projets tels que le canal de Cafu et le bassin de la rivière Cuvelai se distinguent, renforcent la résilience climatique et la sécurité alimentaire. La nouvelle division politico-administrative (loi 14/24) s'est étendue à 21 provinces et 326 municipalités, rapprochant ainsi les services de la population. Tous ces efforts visent à consolider la démocratie locale, à renforcer la bonne gouvernance, à promouvoir l'inclusion et à faire en sorte que les municipalités jouent un rôle central dans le développement durable du pays.



1.2. Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité - COTE D'IVOIRE

La Constitution ivoirienne (Titre 13) reconnaît les régions et les communes comme collectivités territoriales dotées de personnalité juridique et d'autonomie financière. Elle garantit leur libre administration et prévoit que tout transfert de compétence de l'État doit s'accompagner de ressources équivalentes. Le cadre normatif est complété par plusieurs lois structurantes, dont la loi de 2003 sur le transfert des compétences, la loi de 2012 sur l'organisation des collectivités et la loi de 2014 sur les districts autonomes. Des innovations récentes incluent la digitalisation de la gestion (SYGIDAN, perception électronique des recettes), le budget participatif et des plateformes de formation et participation citoyenne. La démocratie locale est encadrée par la loi de 2012 et le code électoral. Dans les régions, le président du conseil régional est issu de la tête de liste victorieuse. Dans les communes, le maire et ses adjoints sont élus par les conseillers. Le scrutin mixte assure représentativité et pluralité politique.



En 2024, l'État a transféré plus de 253 milliards FCFA aux collectivités, via quotes-parts d'impôts partagés et subventions. Une réforme en cours vise à rendre le système plus équitable et transparent. En parallèle, les collectivités peuvent mobiliser des ressources non fiscales, tandis que la fiscalité et l'emprunt sont strictement encadrés. La digitalisation

du recouvrement, portée par le projet PAMREC, renforce transparence et performance. Le renforcement des capacités s'appuie sur des référentiels des emplois et compétences (REC), déjà expérimentés à Bouaké et San Pedro, et sur des programmes réguliers de formation. La performance institutionnelle est évaluée par des commissions interministérielles sur la base de la programmation, de la budgétisation et de la reddition des comptes. La participation citoyenne est rendue obligatoire par circulaires et arrêtés récents, complétée par des initiatives comme COSAY, PCNCI et PAGOF. La loi de 2019 et le décret de 2020 instaurent un quota de 30 % de femmes candidates, avec financement incitatif en cas de parité renforcée. Enfin, les collectivités participent à la lutte contre le changement climatique et à la stratégie urbaine nationale, grâce à des textes structurants (Code de l'Environnement, Code de l'Urbanisme, PNHDU, SNAT) et des projets phares (SDUGA, SIGFU, PARU), appuyés par l'État et les partenaires techniques et financiers.

1.3. Comité technique des relations intergouvernementales - KENYA

La Constitution du Kenya de 2010 a introduit un système de gouvernance décentralisé qui a créé 47 gouvernements de comté dotés d'une autonomie juridique et financière, visant à promouvoir la démocratie, le développement équitable et la participation citoyenne. Les comtés ont des pouvoirs législatifs et exécutifs, soutenus par des lois telles que la loi sur les gouvernements de comté (2012) et la loi sur la gestion des finances publiques (2012), qui rendent leurs fonctions opérationnelles. Les revenus sont partagés entre le gouvernement national et les gouvernements des comtés, tandis que les comtés collectent également des revenus autonomes par le biais des taxes et des frais, avec des mécanismes innovants tels que les systèmes de collecte numériques et la cartographie SIG des propriétés améliorant l'efficacité. La participation du public est légalement obligatoire dans la planification et la budgétisation, avec des modèles tels que la budgétisation participative qui renforcent la responsabilisation et l'inclusion. Les réformes institutionnelles, y compris les conseils des services publics de comté et la Kenya School of Government, soutiennent la professionnalisation et le renforcement des capacités dans les services publics des comtés.



L'égalité entre les sexes est promue par la règle des deux tiers, bien que des difficultés persistent à être pleinement mises en œuvre. La transparence est assurée par des audits, des réglementations en matière de passation des marchés et une surveillance par des organismes tels que le vérificateur général et le contrôleur du budget. Les comtés jouent également un rôle clé dans la gouvernance climatique, la loi sur le changement climatique (2016) exigeant des stratégies climatiques de comté et des initiatives locales comme le programme FLLoCA soutenant la résilience. Le Plan d'action climatique de Nairobi et les projets locaux tels que les usines de biogaz communautaires illustrent les pratiques durables. La gouvernance urbaine est guidée par la politique nationale de développement urbain et soutenue par des programmes financés par des donateurs tels que KUSP et SUED, tandis que les partenariats public-privé et les mécanismes de capture de

la valeur foncière financent les infrastructures. Malgré les succès, les comtés sont confrontés à des problèmes de faible mise en œuvre, de transferts financiers retardés et d'inégalités dans la prestation des services.

1.4. Ministère des Collectivités locales - RWANDA

La décentralisation, la gouvernance locale et le développement sont structurés et mis en œuvre dans le pays à travers un cadre constitutionnel, juridique et institutionnel complet. La Constitution accorde aux collectivités locales des pouvoirs juridiques et une autonomie financière, complétés par des lois spécifiques réglementant les districts, la ville de Kigali et les entités des sous-districts. La démocratie au niveau local est renforcée par des élections organisées par les communautés, avec des mécanismes de responsabilisation permettant aux citoyens de remplacer les fonctionnaires peu performants. L'autonomie financière est soutenue par la collecte des recettes locales, les transferts de l'État et les contributions des partenaires au développement, tandis que l'utilisation innovante des systèmes informatiques garantit la transparence et prévient la corruption. Le Rwanda met l'accent sur les contrats de performance imihigo et les outils de gestion axée sur les résultats pour évaluer et récompenser annuellement les autorités locales.



La participation citoyenne est institutionnalisée par le biais de processus de planification, de consultations budgétaires et d'activités communautaires telles que Umuganda, en veillant à ce que les priorités de développement reflètent les besoins de la base. L'égalité des sexes est une pierre angulaire, avec des garanties constitutionnelles selon lesquelles les femmes occupent au moins 30 % des postes de décision, renforcées par l'éducation et la volonté politique. La transparence est favorisée par des systèmes numérisés pour les audits, le recrutement, les achats et les appels d'offres, ce qui réduit les risques de corruption. La protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique sont intégrées dans les stratégies de développement local, avec des pratiques telles que le reboisement, l'agriculture en terrasses et la réduction du plastique intégrées dans les politiques locales. La gouvernance urbaine est guidée par un schéma directeur national d'aménagement du territoire et une stratégie d'urbanisation appuyée par des institutions et des projets dédiés.

1.5. Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des Territoires - SENEGAL

La Constitution sénégalaise consacre la décentralisation comme principe fondamental, garantissant aux collectivités territoriales personnalité juridique, autonomie financière et libre administration (articles 67 et 102). Le Code général des collectivités territoriales (2013) précise que tout transfert de compétences doit être accompagné des ressources correspondantes. L'Acte IV de la décentralisation en cours de formulation compte renforcer les transferts de compétences

et introduire les pôles territoires. Sur le plan financier, l'État soutient les collectivités par des transferts encadrés (FDD, FECT, BCI décentralisé, CEL). Le FECT, notamment, finance l'équipement via des enveloppes réparties selon des critères d'équité, de performance et de solidarité. Les collectivités disposent aussi de ressources propres (impôts, taxes, emprunts encadrés), bien que leur autonomie fiscale reste limitée par le cadre national. La démocratie locale repose sur l'élection directe des conseillers, maires et présidents de conseils départementaux, renforçant leur légitimité. La participation citoyenne est institutionnalisée dans le Code des collectivités territoriales, notamment à travers les cadres de concertation, les conseils consultatifs et le budget participatif, déjà pratiqué dans plus de 100 communes et en voie d'institutionnalisation.



Le Sénégal a également adopté la parité absolue (loi de 2010), renforcée par l'Observatoire national de la Parité, et promeut l'égalité de genre dans la gouvernance locale. Le renforcement des capacités est porté par le Centre national de la Fonction publique locale et de la formation (CNFPLF), chargé du référentiel des métiers et de la stratégie de formation. La performance institutionnelle est suivie via les Conditions minimales obligatoires (CMO) et Indicateurs de performance (IdP), associés au FECT. Enfin, les collectivités sont impliquées dans la lutte contre le changement climatique grâce à un guide méthodologique pour l'élaboration des Plans Climat Territoriaux (PCT), alignés sur l'Accord de Paris, et dans la gestion de l'urbanisation par des dispositifs méthodologiques et financiers adaptés.

2. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

2.1. Collectivités territoriales nominées dans la catégorie Participation et Engagement Citoyen

Commune de Bargny : Bargny, laboratoire de l'engagement citoyen au service de l'intérêt général - SENEGAL

Située dans le département de Rufisque, région de Dakar au Sénégal, la commune de Bargny s'étend sur environ 4km le long de la côte atlantique. En effet, conscient de l'importance de la participation citoyenne dans la gestion des affaires locales et face aux défis d'infrastructures et de cadre de vie, la municipalité a instauré un cadre propice à l'engagement communautaire avec comme concept « Bargny, laboratoire de l'engagement citoyen au service de l'intérêt général ». A cet effet, la commune a institutionnalisé une démarche de planification participative inclusive, impliquant activement les citoyens, les associations locales et la diaspora dans la co-construction des politiques publiques. Ainsi, cette initiative a permis de mobiliser



**Maire
Djibril FAYE**

ces acteurs autour de projets concrets et ils ont contribué à des réalisations comme : pavage de quartiers, éclairage public, rénovation d'écoles, aménagement d'espaces publics, la gestion des eaux pluviales et création d'une médiathèque numérique. En outre, la prise en compte du genre, notamment à travers la rénovation de l'« École des Filles » ou l'inclusion des femmes dans les instances de concertation, illustre l'engagement de la commune pour une gouvernance équitable. Cette approche a renforcé la confiance des habitants envers l'administration locale.

Commune de Khombole : Programme de modernisation des écoles primaires en co-construction avec les Khombolois - SENEGAL

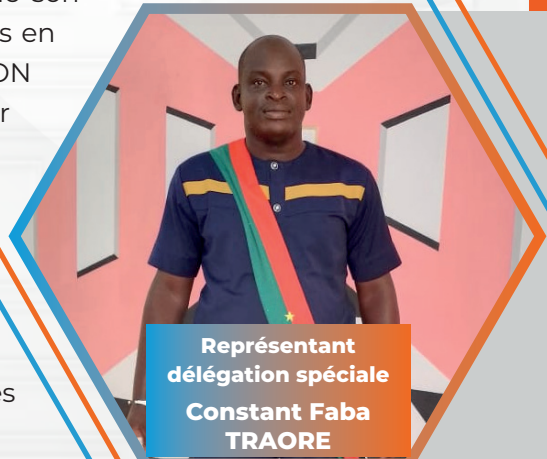
Afin de promouvoir la participation citoyenne par la co-construction, garantir un accès équitable à des infrastructures scolaires modernes et durables, renforcer l'engagement communautaire et promouvoir la durabilité environnementale, la commune de Khombole, située dans la région de Thiès au Sénégal, a initié un « Programme de modernisation des écoles primaires en co-construction avec les Khombolois ». L'objectif est de rendre modernes, durables et bien équipées les écoles primaires de Khombole par les Khombolois. L'expérience se distingue par sa co-construction communautaire des écoles primaires, mobilisant les compétences locales (artisans, citoyens, associations) sans recours à une main-d'œuvre externe. L'intégration d'un volet écologique (plantation d'arbres, entretien paysager) renforce la durabilité. Cette approche inclusive et durable, combinant engagement communautaire et pratiques écoresponsables, constitue une réponse novatrice aux besoins éducatifs et environnementaux de la commune. Ainsi, cette initiative a permis une réduction significative des coûts, tout en améliorant la qualité des infrastructures scolaires. Elle mobilise les citoyens autour d'un objectif commun, renforce la solidarité, tout en améliorant concrètement l'accès à l'éducation.



**Maire
Magueye BOYE**

Commune de Nako : Deux (02) heures pour mon Nako – BURKINA FASO

La commune de Nako est une commune rurale située dans la province du Poni, région du Sud-Ouest au Burkina Faso. La municipalité, dans un souci de permettre à chaque citoyen de consacrer chaque semaine deux heures de son temps pour mener une action au profit de la collectivité, a mis en place une initiative dénommée « DEUX (02) HEURES POUR MON NAKO ». A cet effet, une sortie est organisée chaque semaine par l'équipe municipale dans un grand centre afin de s'entretenir avec un regroupement de villages. Le but est de permettre à la commune d'expliquer ses différentes actions menées et celles à venir afin de susciter la participation des populations dans la gestion des affaires locales. A terme, cette initiative a permis le paiement volontaire des taxes locales, l'élaboration d'un fichier du contribuable, l'organisation par les citoyens des



**Représentant
délégation spéciale
Constant Faba
TRAORE**

journées de communautés, des audiences foraines occasionnant l'établissement de six cent (600) actes de naissances, des journées de salubrité, et le port d'habits traditionnels. L'initiative a également permis la réalisation d'un cadre de concertation des coutumiers, la réalisation communautaire de « la maison des personnes vivant avec handicap », la mise en place des comités de gestion des infrastructures, des comités de gestion de plaintes, et des comités villageois de suivi et d'entretien des pistes rurales. Ainsi, grâce à cette initiative, plusieurs changements ont été constatés, notamment le civisme fiscal avec une hausse des recettes propres de la collectivité, le respect dans la circulation, la participation des jeunes aux activités de la commune, la création de plusieurs associations de développement, favorisant ainsi la cohésion sociale et le vivre ensemble.

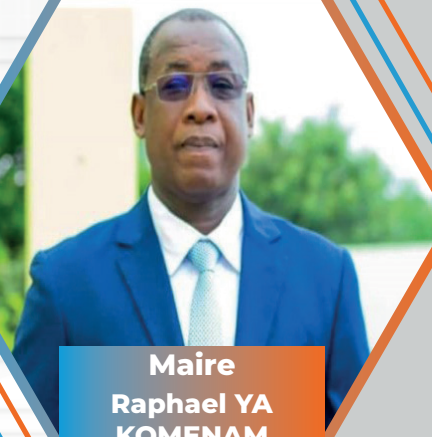
Gouvernement local du district de Nyarugenge - RWANDA

Le gouvernement local du district de Nyarugenge au Rwanda, avec une population de plus de 1,16 million d'habitants et couvrant 26 338 km², a lancé en 2017 l'initiative « Participation et engagement citoyens » pour autonomiser les communautés dans la prise de décision et renforcer la gouvernance démocratique. Le projet vise à favoriser la transparence, la responsabilisation et l'inclusion en veillant à ce que tous les citoyens, y compris les jeunes, les femmes et les groupes marginalisés, puissent exprimer leurs opinions, façonner les politiques et co-crée des solutions de développement local. Grâce à un processus structuré qui comprend des campagnes de sensibilisation, des consultations publiques, des ateliers, des sondages et la création de comités locaux, les citoyens ont participé activement à la planification, à la budgétisation et au suivi des activités. Ces efforts ont donné lieu à 12 réunions structurées avec le conseil de district, à la mise en œuvre de 08 initiatives communautaires telles que la réhabilitation d'écoles et des points d'accès à l'eau, et à la participation active de plus de 300 résidents aux documents de planification et aux séances budgétaires. Les communautés ont également organisé des actions volontaires telles que des campagnes de nettoyage, l'entretien des infrastructures et la mobilisation de la conformité fiscale, démontrant ainsi une forte appropriation et une durabilité. Le projet a amélioré la prestation des services, renforcé la responsabilisation grâce à des comités de surveillance et institutionnalisé des pratiques inclusives au sein des structures de gouvernance. En fin de compte, l'initiative a renforcé la confiance entre les citoyens et les autorités, renforcé les groupes vulnérables et créé un modèle reproductible de démocratie participative qui promeut la transparence, l'équité et une gouvernance réactive.

Commune de Ouellé : Appel Citoyen : Émission radiophonique interactive de redevabilité locale à OUELLE – CÔTE D'IVOIRE

En vertu de son statut de membre de l'initiative OGP et dans le but d'offrir aux populations un espace d'expression populaire, inclusif et démocratique, la commune d'Ouellé, située dans le département du même nom en Côte d'Ivoire, a mis en place une initiative dénommée « Appel Citoyen : Émission radiophonique interactive de redevabilité locale à Ouellé ». Ainsi, à travers un cadre radiophonique interactif aligné sur le rythme de fonctionnement du Conseil municipal, cette émission vise à favoriser la redevabilité et le contrôle citoyen sur l'action municipale mais aussi d'informer régulièrement la population sur les délibérations et décisions prises, de clarifier les avancées et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des projets et promouvoir la participation des jeunes, des femmes et des couches vulnérables. Grâce à ce canal simple,

inclusif et peu coûteux, trois initiatives communautaires ont été identifiées et appuyées à savoir la réparation de deux points d'eau villageois, la mise en place de comités de salubrité dans les villages et quartiers de la ville et des actions de sensibilisation sur l'entretien des infrastructures publiques. En outre, la population a contribué activement à la maintenance des forages à travers des cotisations locales, prouvant une réelle appropriation. Plus de 125 personnes issues de différents villages et quartiers de la ville ont participé indirectement à l'élaboration des programmes triennaux et au Budget 2026 grâce aux questions posées lors des émissions. Ces contributions ont permis d'enrichir le Programme triennal 2026-2028. Partant, l'émission « Appel Citoyen » mobilise activement les habitants qui posent des questions, expriment leurs besoins et suivent les engagements pris en direct. Ce qui favorise une gouvernance locale plus ouverte et durable.



Maire
Raphael YA
KOMENAM

2.2. Collectivités territoriales nominées dans la catégorie Transparence et reddition des comptes

Commune de Khombole : Démocratie participative numérique locale - SENEGAL

Avec une population de 32 852 habitants sur une superficie de 5,5 km², la commune de Khombole, située dans la région de Thiès au Sénégal, a lancé en 2022 une initiative de Démocratie Participative Numérique Locale (DPNL) pour renforcer la transparence et la participation citoyenne dans la gestion municipale. Le projet repose sur des outils numériques interactifs (site web, "Tik du Maire", débats budgétaires, bulletins trimestriels, rapports annuels, journal vidéo en wolof), qui favorisent l'accès à l'information et la redevabilité. Ces dispositifs favorisent un dialogue direct et une reddition de comptes régulière. Des campagnes de sensibilisation ont accompagné le lancement pour encourager l'adhésion des citoyens. La diffusion en wolof a permis d'inclure les populations non alphabétisées. L'expérience a permis une implication accrue des habitants, y compris des populations vulnérables, dans les décisions communales, en particulier dans l'élaboration budgétaire. Elle a également réduit les coûts administratifs, amélioré l'allocation des ressources et contribué à moderniser la gouvernance locale, renforcer la confiance entre l'administration et les citoyens, et constitue un modèle de gouvernance participative numérique répliquable dans d'autres communes.



Maire
Magueye BOYE

Commune de Kozah2 : une commune qui rend compte : innovation d'une reddition publique des comptes - TOGO

Avec une population de 78 204 habitants sur une superficie de 314,78 km², la commune de Kozah2 est située au Togo. Depuis 2021, cette commune a mis en place une initiative intitulée « une commune qui rend compte : innovation d'une reddition publique des comptes ». Il s'agit d'une démarche innovante de vulgarisation et de restitution publique des documents budgétaires (budget primitif et compte administratif) afin de renforcer la transparence et la redevabilité. À travers des supports simplifiés, traduits en langues locales, et des tournées de restitution organisées dans tous les cantons et villages, les élus communaux rendent compte directement aux citoyens, en présence de chefs traditionnels, de leaders communautaires et de services déconcentrés. Cette initiative a permis une meilleure compréhension des données budgétaires, l'implication accrue des populations y compris dans les zones reculées et une amélioration du dialogue entre autorités et citoyens. Elle a renforcé la confiance, la rigueur de la gestion communale et la participation des communautés dans la planification et le suivi des projets locaux. S'appuyant sur des ressources locales et institutionnalisées dans le fonctionnement communal, l'expérience constitue un modèle durable et reproductible de gouvernance locale transparente et inclusive.



Maire
Kossiwa KABIYA

Commune rurale de Pelengana : restitution publique de la gestion communale par village - MALI

Avec une population de 143 835 habitants sur une superficie de 327,799 km², la commune rurale de Pelengana au Mali a instauré depuis 2022, une restitution publique par village de la gestion communale par village, afin de rapprocher l'information budgétaire des citoyens et de renforcer la transparence et la confiance entre élus et populations. Chaque année, des séances sont organisées sur 12 sites de restitution, selon la taille des villages, permettant un large accès aux informations sur le budget, les projets réalisés et les perspectives. L'initiative, inscrite dans le code des collectivités territoriales, mobilise élus, chefs traditionnels, comités de gestion (écoles, santé, hydraulique), jeunes, femmes et société civile. Elle a permis d'accroître la participation citoyenne, d'améliorer le dialogue et le contrôle citoyen, de renforcer la légitimité des élus et d'augmenter le taux de recouvrement des impôts locaux. Le processus inclut une préparation en amont, la tenue des restitutions en langues locales et un suivi des recommandations. Capitalisée et diffusée avec l'appui du PADRE-GIZ, cette expérience a été labellisée comme « bonne pratique » au Mali. Pérennisée et en forte croissance de participation (de 1 151 participants en 2021 à plus de 2 000 en 2024), elle constitue un modèle inclusif et durable de gouvernance locale participative.



Maire
Mamou BAMBA

Commune de Poa : Autoévaluation 2024 des performances communales – BURKINA FASO

Avec une population de 47 503 habitants sur une superficie de 221 km², la commune de Poa, située au Burkina Faso a mis en place une démarche d'autoévaluation des performances communales pour mesurer ses performances en matière de gouvernance locale, identifier ses forces et faiblesses et améliorer la qualité des services publics. Le processus repose sur un comité d'autoévaluation permanent, soutenu par la Coopération suisse et la DGDDL, qui suit une méthodologie participative en six étapes : renforcement des capacités, collecte de données, analyse, restitution et ajustement. L'expérience favorise une meilleure transparence dans la gestion des finances publiques, renforce la participation citoyenne et améliore la mobilisation des recettes communales. Elle a permis une responsabilisation accrue des élus et techniciens, un engagement renforcé des populations et une planification budgétaire plus rigoureuse. La restitution des résultats auprès du conseil municipal et des citoyens (par affichage public, réseaux sociaux et séances de partage) a instauré un climat de confiance et une culture d'autocritique constructive. Institutionnalisée depuis 2019, cette initiative durable constitue un modèle original et reproductible de bonne gouvernance locale fondée sur l'autoévaluation, la transparence et la participation.



Présidente délégation
Romaine SAWDOGO

Municipalité de Waterberg : « Évaluer le parcours de Waterberg vers l'intégrité fiscale : un examen de cinq ans des audits sans réserve et de l'efficacité budgétaire dans la gouvernance locale » – AFRIQUE DU SUD

La municipalité du district de Waterberg en Afrique du Sud, couvrant une superficie de 44 913 km² avec une population d'environ 763 000 habitants, s'est lancée depuis 2023 dans l'initiative « Évaluer le parcours de Waterberg vers l'intégrité fiscale : un examen de cinq ans des audits sans réserve et de l'efficacité budgétaire dans la gouvernance locale ». Cette initiative vise à renforcer la discipline budgétaire, à assurer la transparence et à améliorer l'efficacité budgétaire tout en favorisant la responsabilisation et la participation des citoyens à la gouvernance locale. Grâce à des programmes de formation exhaustifs pour le personnel financier, à l'adoption d'outils de gestion financière avancés et à une culture de gouvernance participative, la municipalité a fait participer les communautés, les chefs traditionnels et d'autres parties prenantes à l'élaboration des priorités budgétaires et au suivi du rendement. Ces efforts ont été soutenus par des consultations publiques, des guides budgétaires citoyens, des plateformes numériques et des radios communautaires, qui ont rendu la gouvernance plus inclusive et transparente. Le projet



Maire
Jack MAEKO

a également mis l'accent sur la conformité à la Loi sur la gestion des finances municipales et renforcé la surveillance par l'intermédiaire du Comité des comptes publics municipaux, ce qui a permis d'assurer des vérifications impeccables et une prestation de services efficace. L'initiative a amélioré la confiance du public, élargi les possibilités de participation des femmes et des jeunes et créé un modèle reproductible de gouvernance transparente et durable.

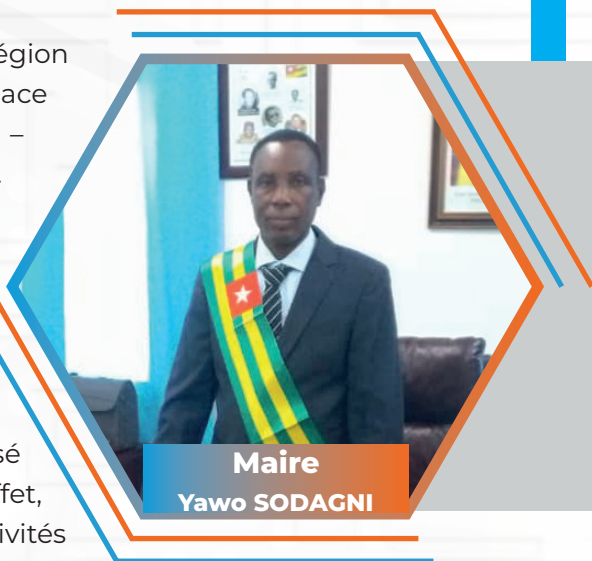
2.3. Collectivités territoriales nominées dans la catégorie Inclusion, égalité et équité

Commune Akéboul : Aménagement de la piste Dougan – Carrefour Tchakpali sur 3 km avec construction de 2 radiers - TOGO

Située dans la préfecture d'Akébou, au nord-ouest de la région des plateaux au Togo, la commune de Akébou 1 a mis en place une initiative relative à l'«Aménagement de la piste Dougan – Carrefour Tchakpali sur 3 km avec construction de 2 radiers ».

L'objectif visé est d'offrir aux jeunes vulnérables de Dougan des opportunités économiques durables en renforçant leurs compétences, leur esprit civique et entrepreneurial, et en les accompagnant dans la création ou l'extension d'activités génératrices de revenus reconnues par la communauté. Ainsi, à travers une démarche inclusive de formation, de mentorat et de soutien à l'auto-emploi, ce projet a favorisé l'insertion socioéconomique des jeunes vulnérables. En effet, en soutenant les jeunes sans emploi structuré par des activités productives et des formations, le projet a renforcé la cohésion sociale

et les capacités locales à faire face aux vulnérabilités. Dougan, autrefois enclavée et marginalisée, bénéficie désormais d'une accessibilité renforcée facilitant l'évacuation des produits agricoles et des malades. La jeunesse, autrefois confrontée à l'exode et à l'oisiveté, est devenue moteur du développement local à travers la création de microentreprises et l'auto-emploi. Cette dynamique nouvelle a stimulé l'économie locale, et inspiré d'autres localités de la commune. L'initiative a favorisé un fort sentiment de responsabilité collective et d'engagement citoyen dans le développement local. Mieux, 70 jeunes (dont 40 femmes), répartis en deux équipes dirigées par des chefs d'équipe, ont accédé à un emploi structuré et sécurisé via un compte en microfinance pour le versement régulier de leur allocation. Tous ont pu épargner au moins 40 000 F CFA et ont reçu une subvention de 60 000 F CFA pour démarrer ou renforcer une activité génératrice de revenus (AGR).



Maire
Yawo SODAGNI

Municipalité locale de la ville de Matlosana : Participation publique – AFRIQUE DU SUD

La municipalité locale de la ville de Matlosana en Afrique du Sud, qui couvre la région de Klerksdorp-Orkney-Stilfontein-Hartebeesfontein (KOSH) avec une population de plus de 640 000 habitants, a lancé en 2016 l'initiative « Participation publique » pour renforcer l'inclusion, l'égalité et l'équité dans la gouvernance locale. Le projet vise à faire en sorte que les groupes historiquement marginalisés, comme les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, aient un accès équitable aux

possibilités et aient une voix significative dans la prise de décisions municipales. Grâce à des processus structurés qui comprennent l'identification des parties prenantes, l'établissement d'un climat de confiance, des réunions publiques, des enquêtes, des ateliers et des campagnes de communication multilingues à la radio, sur des affiches et dans les journaux locaux, la municipalité a créé des espaces permettant aux citoyens d'exprimer leurs points de vue sur des questions telles que la délimitation des quartiers, la prestation de services et l'inscription des électeurs. Plus de 39 réunions de consultation communautaire, ateliers de renforcement des capacités et campagnes de sensibilisation ont été organisés, touchant plus de 1 500 participants, y compris des représentants de la société civile et des municipalités. Malgré les défis posés par les budgets limités et les contraintes logistiques, l'initiative a favorisé la transparence, donné aux communautés les moyens de co-crée des solutions et amélioré la responsabilisation grâce à des boucles de rétroaction et à un engagement structuré avec le Conseil municipal. Le projet a favorisé une plus grande participation des citoyens, une plus grande inclusion dans les processus de gouvernance et a contribué à institutionnaliser la démocratie participative en tant que principe directeur de la gouvernance locale.



Maire
Stella Lebohang
Mondlane

Commune de Ogou 1 : Promotion de l'égalité femmes hommes dans la commune **Ogou1 - TOGO**

Située dans la préfecture d'Ogou (Togo) dont le chef-lieu est Atakpamé, la municipalité d'Ogou 1 a mis en place un projet dénommé « Promotion de l'égalité femmes hommes dans la commune Ogou1 ». Ce projet vise à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes à travers une approche inclusive et participative. Des progrès ont été observés dans la budgétisation communale sensible au genre, avec l'incorporation d'actions visant à soutenir les femmes dans divers secteurs. Des programmes d'éducation inclusifs ont été mis en place, et des initiatives pour l'autonomisation économique des femmes commencent à prendre forme. De plus, les services de santé maternelle et infantile ont été renforcés, contribuant à une amélioration des soins de santé dans la commune. L'initiative a également renforcé l'autorité locale, tout en consolidant les services municipaux. Se distinguant par son approche de co-construction et sa mise en œuvre participative, impliquant activement les communautés locales, les autorités et les OSC, l'initiative a permis de tenir une formation initiale dispensée aux cadres municipaux, aux femmes, aux jeunes et aux parties prenantes, afin de renforcer leurs compétences sur les enjeux des VBG. Un diagnostic approfondi a aussi été réalisé, complété par un guide pour les animateurs afin de guider les décisions stratégiques. En outre, 54 causeries-débats ont sensibilisé plus de 4500 personnes, dont 2947 femmes, renforçant la prise de conscience communautaire sur les VBG. Les



Maire
Yawa KOUIGAN

visites à domicile ont touché 703 personnes, et quatre événements publics ont permis d'intégrer les thématiques de VBG dans la vie locale. Six sketches et théâtres-forums ont également été organisés, favorisant l'interaction et le dialogue. Enfin, la construction du centre de promotion féminine représente un résultat tangible et durable, assurant un espace dédié à la défense des droits des femmes. En somme, cette dynamique collaborative a favorisé l'appropriation, l'efficacité et la durabilité des actions menées.

Commune de Thiaroye Sur Mer « Ndékki Sama Fondé » (Mon bol de bouillie matinale) - SENEGAL

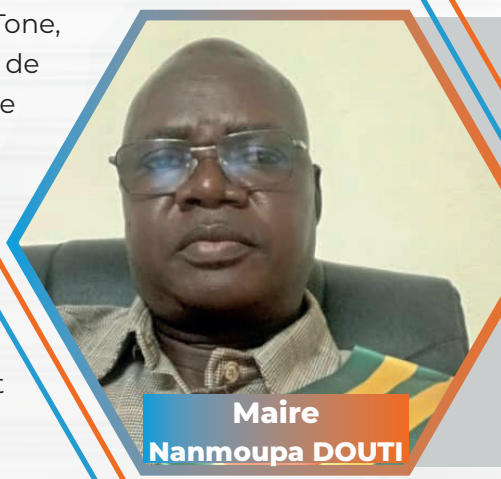
La commune de Thiaroye Sur Mer est l'une des 12 communes d'arrondissement de la ville de Pikine avec une population de 72500 habitants et couvre une superficie de 3 km². En 2024 la commune lance l'initiative « Ndékki Sama Fondé » inscrit dans son PDC horizon 2028. Cette initiative vise à lutter contre la malnutrition infantile, à améliorer la réussite scolaire des enfants et à dynamiser l'économie locale. Le projet met en place un modèle de repas scolaires quotidien en utilisant des produits locaux pour soutenir l'économie. Il s'appuie sur le Coaching Territorial et une approche de co-construction et de gouvernance partagée, impliquant des parents, des enseignants, des producteurs locaux et des partenaires privés et publics. Cinq étapes structurent le processus : définition de la mission, diagnostic participatif, synergies multi-acteurs, mise en œuvre pilote et accompagnement au changement. La phase pilote a démarré à la Case des Tout-Petits de Thiaroye Azur, touchant 122 élèves, financée par la commune et des entreprises via la RSE avec l'intention de s'étendre progressivement à cinq écoles dès 2026 pour couvrir 2806 élèves. Les résultats montrent une amélioration de l'alimentation, de la santé et de l'assiduité scolaire des enfants. L'efficacité repose sur l'optimisation des ressources locales et un coût maîtrisé des repas (200 FCFA). Le projet valorise les productions locales, crée des opportunités économiques et stimule la cohésion sociale. L'expérience a renforcé les capacités des élus, techniciens et agents locaux et inspiré une politique publique locale consacrant la nutrition scolaire comme axe stratégique.



Maïre
El Mamadou
NDIAYE

Commune de Tône 3 : Sécurité alimentaire inclusive et résiliente - TOGO

La commune de Tone 3 est située au Togo dans la préfecture de Tone, qui fait partie de la région des Savanes. Elle a une population de 60276 habitants avec une superficie de 278,3 km². La commune lance le projet Sécurité alimentaire inclusive et résiliente – Commune de Tône 3 (Togo) en 2024. Ce projet a pour but de renforcer la souveraineté alimentaire en favorisant l'inclusion des groupes vulnérables, en particulier les personnes en situation de handicap et en améliorant durablement les rendements agricoles. L'initiative promeut des pratiques agricoles résilientes et adapte l'agriculture au changement



Maïre
Nanmoupa DOUTI

climatique tout en améliorant l'accès aux intrants, infrastructures et marchés. Les actions concrètes incluent la création d'un kiosque de vente exclusif pour les personnes handicapées, l'aménagement d'un site maraîcher équipé d'un forage solaire et d'un système de goutte-à-goutte géré par un groupement de personnes handicapées, un champ-école, également doté d'un forage solaire, forme les paysans en saison des pluies et produit du maïs frais en saison sèche et l'établissement d'une banque de semences gérée par une coopérative inclusive. Le projet a également mis en place une unité de transformation du riz et des formations pour les bénéficiaires. Trois tricycles ont été remis pour la collecte des déchets et l'appui au champ-école et une unité de transformation du riz et du matériel apicole a été fournie pour diversifier les revenus. Des formations ont renforcé les compétences des semenciers, apiculteurs et transformatrices.

2.4. Collectivités territoriales nominées dans la catégorie Efficacité et Efficience Budgétaire

Commune de Diamaguène Sicap Mbao : Gouvernance budgétaire participative et de développement territorial durable - SENEGAL

La commune de Diamaguène Sicap Mbao, située dans la région de Dakar avec une population estimée à 169 861 habitants sur 7,3 km², a initié en 2023 une réforme de gouvernance budgétaire participative et de développement territorial durable. L'initiative vise à mobiliser davantage de ressources internes, à moderniser la gestion fiscale et à renforcer la transparence dans l'exécution budgétaire. Le processus repose sur plusieurs innovations : recensement économique géolocalisé des contribuables, introduction de cartes fiscales, zonage fiscal avec collecteurs organisés, création d'un comité fiscal communautaire et digitalisation progressive du suivi budgétaire. La démarche s'accompagne du lancement de projets structurants à fort impact social dans le cadre du programme « Sopi Xar Kana Mou ».

Les résultats sont notables : les recettes locales ont doublé en trois ans, atteignant près de 920 millions FCFA en 2024, avec un budget prévisionnel de 2,2 milliards en 2025. Le taux d'exécution budgétaire dépasse 99 %, et la part du budget consacrée à l'investissement est passée de 25 % à plus de 36 %. Ces performances ont permis la réalisation d'infrastructures visibles (écoles, maternités, voiries, équipements sportifs), renforçant la confiance citoyenne et la légitimité de la mairie, reconnue par un Prix international de leadership local en 2025.



Maire
Cheikh Aliou BEYE

Commune Est-Mono 1 : Efficacité et efficience budgétaire - TOGO

La commune Est-Mono 1, située au Togo a lancé en janvier 2024 une initiative intitulée « Efficacité et efficience budgétaire » afin d'optimiser l'utilisation des ressources publiques. L'objectif est de renforcer la transparence et la qualité des services rendus aux citoyens en maximisant les résultats pour chaque franc dépensé. Le processus repose sur une démarche participative et rigoureuse : diagnostic des besoins citoyens, priorisation des actions, élaboration et adoption

d'un budget aligné sur les priorités locales, suivi-évaluation et audits indépendants. L'innovation réside dans l'utilisation d'outils numériques comme SIG Recette et SOLAF, permettant un suivi en temps réel des recettes, dépenses et projets. En termes de résultats, la commune a réussi à réduire les dépenses inutiles, à améliorer la qualité des services publics, à renforcer la transparence et à accroître la confiance des citoyens. L'initiative a également permis de responsabiliser les acteurs locaux, de mieux planifier les investissements et d'asseoir une gouvernance participative et inclusive. Le défi majeur reste la mobilisation continue des citoyens, la formation des acteurs locaux aux nouveaux outils technologiques, et la recherche de mécanismes pour maintenir l'adaptation du budget aux besoins changeants de la communauté. Cette expérience constitue néanmoins une bonne pratique de gouvernance locale, reproductible et durable, favorisant une gestion publique plus transparente, responsable et orientée vers le développement.



**Maire
Koffi AKABA**

Commune de Khombole : « Natt Naatal » SENEGAL

La commune de Khombole, située dans la région de Thiès au Sénégal fait face à de forts besoins en matière de financement de son développement local. Pour y répondre, la municipalité a lancé en février 2025 le projet « Natt Naatal », qui signifie en wolof « Développons Khombole par l'impôt ». Cette initiative a pour objectif de renforcer la mobilisation des ressources fiscales locales en sensibilisant la population à l'importance de l'impôt, en favorisant le civisme fiscal et en diversifiant les recettes grâce à l'exploitation de niches fiscales telles que la contribution foncière, la valeur ajoutée économique ou encore les activités informelles. Elle vise également à impliquer les citoyens dans l'élaboration du budget communal, afin de consolider la transparence et la confiance. Le projet repose sur une stratégie de communication de proximité utilisant la radio locale, l'affichage, le théâtre de rue, ainsi que l'engagement des leaders communautaires et religieux. Une innovation majeure réside dans l'introduction de macarons fiscaux, conçus pour valoriser les contribuables à jour de leurs obligations et rendre le système plus transparent. Bien qu'encore à ses débuts, « Natt Naatal » a déjà permis d'élargir la base des contribuables déclarés, de réduire les coûts de recouvrement et de rétablir un climat de confiance entre l'administration et les citoyens. À terme, les résultats attendus sont une hausse significative et durable des recettes fiscales, une plus grande autonomie financière pour la commune et une participation citoyenne accrue à la gouvernance locale. Toutefois, le projet fait face à plusieurs défis : la nécessité d'un ancrage institutionnel solide, le renforcement des capacités techniques des acteurs locaux, et la mise en place de mécanismes garantissant à la fois l'équité fiscale et l'adhésion continue de la population.



**Maire
Magueye BOYE**

Commune de Pikine Ouest : Programme «Fit to perform» : Processus d'implémentation de facteurs d'amélioration de la performance budgétaire et financière- SENEGAL

La commune de Pikine Ouest, située dans la région de Dakar au Sénégal. En janvier 2023, elle a lancé le programme « Fit to Perform » afin d'améliorer durablement sa performance budgétaire et financière. Le projet repose sur trois axes : la constitution d'une équipe municipale compétente et motivée, la mise en place d'indicateurs de performance (KPI) pour suivre l'action des services, et la réalisation d'infrastructures génératrices de revenus (parkings, complexe nautique, terrain de mini-foot).

La commune a adopté une démarche structurée reposant sur la méthode PDCA (Planifier – Réaliser – Contrôler – Agir), complétée par un recensement exhaustif du potentiel fiscal, une politique de tolérance zéro vis-à-vis de l'évasion fiscale et une budgétisation rationnelle. Ces efforts ont porté leurs fruits : entre les périodes 2019-2022 et 2023-2024, les recettes de fonctionnement ont progressé de 46,7 %, pour atteindre en moyenne plus de 500 millions FCFA par an. Dans le même temps, l'effort d'investissement est passé de 9,25 % à 21,59 %, permettant à la commune de dégager pour la première fois une épargne dédiée à l'investissement. Le ratio d'autonomie financière a, quant à lui, atteint 86,3 % en 2024.

Ces résultats se traduisent concrètement par une meilleure maîtrise de la masse salariale, dont le poids est passé de 55,9 % en 2021 à 43,4 % en 2024, par une amélioration des services sociaux, notamment une aide alimentaire couvrant près de 58 % des ménages en 2024 et par un renforcement de la confiance des citoyens envers l'administration locale. Le défi reste cependant important : franchir le cap symbolique du milliard de recettes annuelles, accroître la capacité d'épargne pour l'investissement et maintenir cette dynamique de performance dans la durée.



**Maire
Cheikh DIOP**

Commune de Thiès Nord : Quelles stratégies pour une efficacité et efficience budgétaires dans les collectivités locales : Étude de Cas de la Commune de Thiès Nord – SENEGAL

La commune de Thiès Nord, située au Sénégal avec une population de près de 300 000 habitants sur 44,5 km², a lancé en 2023 une expérience innovante pour améliorer son efficacité et son efficience budgétaire. L'objectif principal est de renforcer l'autonomie financière locale en luttant contre l'évasion fiscale (estimée à 96 % pour certaines taxes) et la forte dépendance aux transferts de l'État. La démarche repose sur un recensement exhaustif des redevables (près de 3 000 unités économiques), la sensibilisation des populations, une réforme fiscale (hausse et adaptation des taux), la création d'un Bureau de la Fiscalité Locale et la digitalisation via le logiciel GILO.



**Maire
Mouhamadou
DIAKHATÉ**

Cet outil permet la centralisation des données, l'automatisation des calculs et la réduction des fraudes. Les résultats sont significatifs : augmentation des recettes (+447 % sur la taxe des hydrocarbures en 2024 ; +180 % pour l'ODP), amélioration du taux de recouvrement (passé de 38 % à 72 % en 18 mois), et hausse des recettes par habitant de 7 276 FCFA en 2022 à 9 799 FCFA en 2023. La transparence budgétaire s'est accrue grâce à la publication régulière des comptes, et les services publics (voirie, éclairage, assainissement) ont été renforcés. Le principal défi est la résistance de certains acteurs au changement et la pérennité des réformes face aux pratiques d'évasion persistantes. L'expérience de Thiès Nord, fondée sur l'innovation digitale, la gouvernance participative et la réforme institutionnelle, constitue toutefois un modèle durable et reproductible pour d'autres communes sénégalaises.

2.5. Collectivités territoriales nominées dans la catégorie Solidarité et assistance aux communautés vulnérables et/ou marginalisées

Commune de Bargny : Bargny solidaire : une commune au service des plus vulnérables - SENEGAL

Située dans le département de Rufisque, région de Dakar au Sénégal, la commune de Bargny a mis en place l'expérience "Bargny solidaire : une commune au service des plus vulnérables". Elle vise à répondre efficacement aux situations d'urgence (inondations pluviales récurrentes et avancée de la mer), à renforcer la cohésion sociale et à garantir l'accès équitable aux services de base. Face aux inondations et à l'avancée de la mer, elle intervient par des opérations de curage, pompage et distribution d'aides alimentaires.

L'expérience permet également de soutenir les migrants de retour, notamment lors du chavirement d'une pirogue ou de refoulements à l'étranger, avec un accompagnement moral, logistique et juridique. Aussi, les personnes vivant avec un handicap bénéficient de dons, d'appuis à l'entrepreneuriat et d'activités parasportives.



**Maire
Djibril FAYE**

En plaçant l'humain au cœur de l'action publique locale, cette approche a contribué à restaurer la dignité des personnes fragilisées, à prévenir leur marginalisation et à renforcer la cohésion sociale. Cette proximité sociale a favorisé une plus grande cohésion communautaire et une mobilisation citoyenne accrue autour des enjeux de résilience et de solidarité. Ainsi, cette expérience a renforcé la confiance des populations envers leurs autorités, créant un sentiment d'inclusion et de reconnaissance notamment pour les groupes les plus marginalisés (famille sinistrées, migrants de retour, personnes handicapées). "Bargny solidaire" a contribué à ancrer une culture de gouvernance fondée sur l'équité, la solidarité et la justice sociale.

Conseil régional de l'Est : Construction d'un centre d'accueil au profit des élèves déplacés internes et étudiants de la région de l'Est à Fada N'Gourma – BURKINA FASO

Le conseil régional de l'Est du Burkina Faso a pour chef-lieu la ville de Fada N'Gourma, située à quelques kilomètres à l'est de la capitale Ouagadougou. Suivant une logique de recherche de solutions aux préoccupations urgentes et complexes des populations, le Conseil a favorisé l'intercommunalité en lançant la "Construction d'un centre d'accueil au profit des élèves déplacés internes et étudiants de la région de l'Est à Fada N'Gourma". Ce projet a pour but d'améliorer les conditions de vie et d'étude des élèves déplacés internes et étudiants de l'Est. La construction et l'équipement du Centre a permis d'améliorer les conditions d'étude et d'hébergement de 80 élèves et étudiants en situation de vulnérabilité, de noter une baisse des abandons en milieu scolaire, notamment des filles, de réduire les charges scolaires des parents de ces élèves et étudiants vulnérables, de réduire les sollicitations quotidiennes adressées aux autorités communales et régionales relativement aux questions liées à l'hébergement des élèves déplacés internes.



Président
Bernard KOMBORÉ

Commune du Golfe 1 : Promotion de l'employabilité inclusive des jeunes, des femmes démunies et des personnes marginalisées résidant dans les ghettos de la commune du Golfe 1 - TOGO

Située dans le District Autonome du Grand Lomé, Golfe 1 a lancé l'expérience de "Promotion de l'employabilité inclusive des jeunes, des femmes démunies et des personnes marginalisées résidant dans les ghettos de la commune". Elle vise à promouvoir l'employabilité ainsi que le développement d'initiatives économiques inclusives en faveur des jeunes, des femmes, et des personnes vulnérables ou marginalisées au sein de la commune du Golfe 1. À travers cette initiative, 200 jeunes ont été formés en entrepreneuriat et en métiers qualifiants, dont 95 % sans expérience préalable. Parmi eux, 100 ont été accompagnés, produisant 80 plans d'affaires, avec 44 financés pour 120 millions FCFA, ce qui a permis de créer 44 entreprises et 100 emplois directs. En parallèle, 100 femmes vulnérables ont été formées et soutenues, générant autant d'emplois, tandis que le centre Académie Digitale Numérique a facilité l'insertion de 80 jeunes supplémentaires. Enfin, dans une dynamique d'inclusion, 20 ghettos ont été cartographiés, touchant 200 jeunes marginalisés, dont 100 accompagnés et 30 formés à de nouvelles activités génératrices de revenus. L'initiative a renforcé l'estime de soi, l'autonomie économique et la confiance en l'avenir des bénéficiaires, notamment des jeunes, des femmes et des ghettomen auparavant marginalisés. Ils sont désormais reconnus comme de véritables acteurs économiques, certains étant même devenus des modèles au sein de leur communauté.



Maire
Koamy Gbloekpo GOMADO

Commune de Golfe 2 : Inclusion et Assainissement au Service de la Résilience Urbaine (THIMO) - TOGO

Dans un souci d'améliorer la résilience sociale et environnementale des communautés vulnérables de la Commune Golfe 2 située dans le District Autonome du Gand Lomé, l'initiative "Inclusion et Assainissement au Service de la Résilience Urbaine (THIMO)" a été lancée. Elle vise à offrir une assistance sociale par l'insertion professionnelle des personnes marginalisées et contribuer à l'amélioration du cadre de vie. Elle met en avant l'utilisation de la main-d'œuvre locale pour mener des travaux d'assainissement et de réhabilitation, tout en générant des emplois temporaires pour les groupes marginalisés (jeunes sans emploi, femmes, personnes défavorisées). L'initiative a renforcé la solidarité communautaire, l'engagement citoyen et la cohésion sociale en impliquant activement les bénéficiaires dans l'identification des besoins et la mise en œuvre de solutions durables. Elle a permis de sensibiliser plus de 1 500 habitants, de mobiliser et former plus de 300 acteurs locaux qui ont bénéficié d'un revenu temporaire et d'une expérience professionnelle valorisante. Par ailleurs, plus de 15 sites communautaires ont été aménagés et des caniveaux réhabilités, suscitant une dynamique locale de solidarité et de gouvernance de proximité en faveur de l'amélioration du cadre de vie.



Maire
Noukafou KODJO

Commune d'Ogou 1 et Fatière des communes du Togo : Centre de promotion féminine à Ogou 1 et égalité femmes-hommes dans les communes - TOGO

Située dans la préfecture d'Ogou, dont le chef-lieu est Atakpamé, dans la Région des plateaux, la commune pilote d'Ogou 1 et la fatière des communes du Togo a mis en place l'expérience du "Centre de promotion féminine à Ogou 1 et égalité femmes-hommes dans les communes du Togo". L'initiative vise à sensibiliser et renforcer les capacités des acteurs locaux sur l'égalité de genre et la lutte contre les VBG. La démarche repose sur l'information, la concertation, la sensibilisation et le renforcement de capacités des acteurs. L'initiative a permis de sensibiliser plus de 01 million de personnes composées d'hommes, de femmes, des jeunes, etc., de renforcer les capacités des agents de mairie sur les indicateurs d'égalités genres et les violences basées sur le genre (VBG), de sensibiliser les élus locaux sur les VBG, d'avoir un portage politique d'une thématique souvent réservée aux professionnels de la santé, d'améliorer l'offre de services pour l'accueil et l'accompagnement des victimes dans quatre communes. Un centre a été construit pour permettre aux femmes victimes de VBG de se former et d'acquérir une autonomie financière. Ce qui a valu la prise en compte des questions de VBG lors des sessions des délibérations municipales. Un guide de bonnes pratiques a été élaboré et diffusé aux communes pour favoriser la capitalisation. Des points focaux genre et VBG ont été désignés dans les communes bénéficiaires.



Maire
Yawa KOUIGAN

2.6. Collectivités territoriales nominées dans la catégorie Territorialisation des Politiques Publiques et Agenda internationaux

Commune de Dalifort Foirail : Sénégal Green Mobility - SENEGAL

La commune de Dalifort Foirail, située dans la région de Dakar au Sénégal, s'étend sur 3,15 km² et compte environ 39 096 habitants, avec une densité de 14 600 habitants/km². Elle est fortement urbanisée et confrontée à une pollution liée au transport. L'initiative « SENEGAL GREEN MOBILITY », lancée en janvier 2025, vise à promouvoir une mobilité durable par l'usage de véhicules électriques. Le projet repose sur un diagnostic territorial, une planification stratégique, l'installation de bornes de recharge, la distribution de véhicules électriques, des campagnes de sensibilisation et des formations pour les jeunes. Il répond à des enjeux climatiques, économiques et sociaux, en cohérence avec le Plan de Développement Communal, les ODD et les politiques nationales de transition énergétique. Les résultats incluent une baisse mesurable de la pollution de l'air et du bruit, la création d'emplois locaux, l'amélioration des déplacements et une plus grande inclusion des femmes et des jeunes. Le modèle repose sur des partenariats public-privé, une gouvernance participative et une capitalisation active des résultats. Il est reconnu comme une bonne pratique transférable à d'autres territoires, avec des perspectives d'extension et d'innovation. Dalifort Foirail devient ainsi un acteur moteur de la transition écologique urbaine.



Maire
Mamadou MBENGUE

Commune de Diamaguène Sicap Mbao : Employabilité et Insertion Professionnelle des Jeunes - SENEGAL

La commune de Diamaguène Sicap Mbao, située dans la région de Dakar au Sénégal, couvre une superficie de 7,3 km² et compte une population de 209 862 habitants, dont 101 918 jeunes. Avec une densité de 23 269 habitants/km², elle est fortement urbanisée et confrontée à un chômage élevé et une faible structuration du tissu économique local. Pour y répondre, la mairie a lancé en décembre 2024 le programme PAGLACIM, axé sur l'employabilité et l'insertion professionnelle des jeunes, femmes et artisans. L'initiative repose sur un diagnostic territorial, la création de sept centres d'incubation municipaux (BTP, agroalimentaire, artisanat, etc.), des formations en soft skills, marketing digital et gestion d'entreprise, ainsi que la modernisation des infrastructures économiques (marchés, garages, chambres froides). Il a permis d'accompagner plus de 1 500 personnes.



Maire
Cheikh Aliou BEYE

Le projet mobilise des partenaires nationaux et internationaux (Allemagne, Turquie, Pologne) et s'inscrit dans les stratégies « Sénégal 2050 » et les ODD. Il repose sur une gouvernance inclusive, une planification participative et une capitalisation active des résultats. Reproductible et sobre,

il constitue un modèle inspirant pour d'autres collectivités. La commune de Diamaguène Sicap Mbao se positionne ainsi comme un territoire pilote de la territorialisation des politiques publiques en faveur de l'emploi et de l'innovation locale.

Commune de Khombole : Bureau d'Assistance à l'Insertion Professionnelle - SENEGAL

La Commune de Khombole avec une superficie de 5,5 Km² est située dans la région de Thiès. La population de la commune de Khombole s'élève à 20 397 habitants, soit 9855 hommes et 10542 femmes. Elle a lancé en mars 2025, le Bureau d'Assistance à l'Insertion Professionnelle (BAIP). L'expérience du BAIP constitue une initiative territoriale innovante visant à faciliter l'employabilité des jeunes. Le BAIP repose sur un diagnostic participatif ayant permis d'identifier les besoins en formation, orientation et accompagnement entrepreneurial. Conçu en partenariat avec le cabinet HRA, il offre un guichet de proximité structuré, articulé autour de services d'accueil, conseil, orientation et suivi. Le dispositif s'inscrit dans une logique de territorialisation des politiques publiques, en cohérence avec les stratégies nationales (ANPEJ, DER/FJ, 3FPT) et les agendas internationaux (ODD, Agenda 2063). Il mobilise les ressources locales, valorise les partenariats public-privé et s'appuie sur une gouvernance participative. Malgré son lancement récent, le BAIP a déjà renforcé la coordination des initiatives locales (VEFP, PCONB), suscité une forte adhésion communautaire et initié une dynamique de capitalisation. Sa méthodologie légère mais efficace, son ancrage institutionnel et son potentiel de répliquabilité en font un modèle inspirant pour d'autres collectivités. Les perspectives incluent la contractualisation avec les dispositifs nationaux, l'autonomisation financière et la valorisation des résultats à l'échelle intercommunale. Le BAIP incarne une réponse concrète, inclusive et durable aux défis d'insertion professionnelle des jeunes.



**Maire
Magueye BOYE**

Commune de Ngor : Club des Plus Belles Baies du Monde - SENEGAL

La commune de Ngor, située dans la région de Dakar au Sénégal, couvre une superficie de 4,377 km² et compte une population d'environ 28 215 habitants, dont 11 509 jeunes. Confrontée à une forte pression urbaine et à la dégradation de son littoral, la commune de Ngor a lancé en novembre 2024 une initiative ambitieuse visant l'adhésion de sa baie au Club des Plus Belles Baies du Monde. Ce projet repose sur un diagnostic participatif, un plan d'aménagement concerté et la mise en place d'un comité local de gouvernance. Il vise à valoriser le patrimoine maritime, relancer un tourisme durable et renforcer la cohésion sociale. L'expérience a permis l'implication active des jeunes, femmes et pêcheurs, la mobilisation de partenaires locaux et internationaux, et l'intégration de la baie au Club en juin



**Maire
Mame Maguèye
NDIAYE**

2025. Elle constitue un modèle de gouvernance inclusive, sobre et reproductible, aligné sur les ODD, l'Agenda 2063 et les priorités de l'UEMOA.

Conseil régional de Sikasso : Le Contrat Plan Etat-Région (CPER) 2015-2019 de Sikasso - MALI

La région de Sikasso, située au sud du Mali, couvre une superficie de 71 790 km² et compte plus de 4,2 millions d'habitants. Majoritairement rurale, elle repose sur une économie agrosylvopastorale. Le Contrat Plan État-Région (CPER) 2015-2019, premier du genre au Mali, a été conçu pour approfondir la décentralisation par la régionalisation. Il a permis l'aménagement de 1 100 hectares à Kléla et la réhabilitation de 23 km de pistes rurales, facilitant l'accès aux marchés, la sécurité alimentaire et la mobilité. L'approche participative a mobilisé les acteurs locaux, renforcé la cohésion sociale et favorisé l'appropriation des projets. Les revenus agricoles se sont diversifiés, l'exode rural a diminué et la renommée de Kléla a été restaurée. Le CPER a aussi attiré des partenaires comme les coopérations suisse et danoise, qui ont financé des infrastructures complémentaires (ponts, voies d'accès). Intégré au Programme de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) régional, il a servi de modèle pour d'autres collectivités et inspiré une deuxième génération de CPER. Sa viabilité repose sur une gouvernance inclusive, des mécanismes de capitalisation et une diffusion active des résultats. Le CPER de Sikasso incarne une territorialisation réussie des politiques publiques, avec des effets durables sur l'économie locale, la gouvernance et la planification régionale.



**Président
Yaya BAMBA**

3. CITOYENS TRANSFORMATEURS

3.1. Ana BAPTISTA : initiatives pionnières au Mozambique pour transformer la prévention et la réponse à la VBG depuis 2007 - MOZAMBIQUE

Ana Baptista, médecin de santé publique et spécialiste de la violence basée sur le genre (VBG), a mené des initiatives pionnières au Mozambique pour transformer la prévention et la réponse à la VBG depuis 2007. Dans un contexte d'inégalités structurelles, de crises humanitaires et de manque de services accessibles, elle a été la première conseillère technique du ministère de la Santé et a contribué à étendre l'offre de soutien clinique, psychosocial et juridique aux survivantes de seulement trois centres de santé à plus de 70 % des unités du pays. Elle a créé des protocoles nationaux, des outils de formation et d'instruments d'assurance qualité VBG, aujourd'hui utilisé par l'OMS et adopté dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Malgré la résistance institutionnelle, la stigmatisation sociale



et les ressources limitées, elle a consolidé un réseau de protection communautaire et a conduit à des changements politiques et culturels. L'impact dépasse déjà les frontières, inspirant le changement sur plusieurs continents et démontrant que les solutions locales, combinées aux preuves, au leadership et à la confiance de la communauté, peuvent transformer le silence en systèmes et la violence en guérison.

3.2. KUMESSI Yawovi Evenunye : Projet de Renforcement et d'Appui au Développement Socio-Economique (ProRADSEC) - TOGO

Mis en œuvre dans la commune rurale de Kloto 3 au Togo, le projet ProRADSEC vise à améliorer les conditions de vie socio-économiques et environnementales des populations à travers la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, l'inclusion socio-économique des femmes, l'amélioration de l'accès aux services de base, et le renforcement de la participation citoyenne. Il met un accent particulier sur l'agroécologie et la gestion durable des terres pour assurer la sécurité alimentaire tout en préservant l'environnement. L'initiative s'inscrit dans une dynamique de développement durable, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les politiques nationales, en valorisant les potentialités du monde rural. Parmi les actions réalisées, on note la sensibilisation de 19 villages sur l'importance des pièces d'identité et l'aide à leur obtention du certificat de nationalité pour 50 jeunes filles, l'établissement d'actes de naissance pour 200 personnes, etc. Le projet a également facilité la mise en place d'un «bureau du citoyen» et la construction d'infrastructures sociales comme des hangars de marché et un système d'adduction d'eau potable.



3.3 FOTSO DIEUDONNE NGASSA : Gajo Livestock - CAMEROUN

Gajo Livestock est une initiative qui connecte les éleveurs du monde entier à des experts afin de garantir la production de produits d'élevage standardisés et traçables. L'expérience se distingue par l'intégration d'une intelligence artificielle appelée «Farm Genius 2.0». Cette IA agit comme un assistant vétérinaire numérique, capable de diagnostiquer les maladies animales et de proposer des traitements. L'objectif est d'améliorer la santé animale, la sécurité alimentaire, l'emploi en milieu rural et la qualité de vie des citoyens. L'initiative GAJO Livestock a eu un impact significatif et durable sur l'amélioration des conditions de vie des éleveurs et de leurs communautés. Grâce à l'application mobile intuitive et accessible, les éleveurs peuvent désormais suivre la santé de leurs animaux, planifier les soins vétérinaires, recevoir des alertes sanitaires et gérer leur élevage de manière plus



efficace. Durablement, GAJO favorise l'autonomisation des éleveurs, la numérisation du secteur de l'élevage et une traçabilité animale renforcée, essentielle pour le commerce local et international. L'application contribue aussi à la sensibilisation à la gestion durable du bétail, réduisant l'impact environnemental de l'élevage intensif.

3.4. Bahago I. NOSAH - NIGÉRIA

Bahago I. Nosah, acteur humanitaire au Nigeria, dirige depuis 2021 une initiative intégrée sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance dans le nord-ouest du Nigeria, une région profondément touchée par les conflits armés, la pauvreté chronique, l'insécurité et la dégradation de l'environnement. Son approche combine l'intervention d'urgence et le développement durable : transferts monétaires sensibles à la nutrition, aide alimentaire en période de soudure, soutien rapide aux personnes déplacées à l'intérieur du pays dans les 72 heures et programmes de formation sur l'éducation financière, les pratiques agricoles et la génération de revenus. En collaboration avec des partenaires tels que l'AC, l'AHSF, l'UNICEF, l'USAID et le PAM, il a soutenu plus de 50 000 ménages vulnérables, en particulier des femmes, des enfants et des personnes déplacées, améliorant ainsi leur accès à une alimentation stable, à des services de santé essentiels et à un revenu régulier. Les femmes ont pu lancer de petites entreprises grâce à des subventions et à des formations, tandis que les agriculteurs déplacés ont retrouvé leur indépendance en redémarrant leurs activités.



3.5. Bruno RATOVOARISON : Leadership participatif et impact durable - MADAGASCAR

Ce projet, initié par le président local de la JCI Toliara, vise à mobiliser les jeunes pour répondre aux défis de leur communauté, tels que la pauvreté, le manque d'opportunités et la dégradation de l'environnement. À travers un diagnostic participatif, plusieurs initiatives ont été lancées : le programme d'alphabétisation numérique «DigiKids Lab», des campagnes de reboisement et de nettoyage, ainsi que des programmes de soutien à l'entrepreneuriat des jeunes. L'approche repose sur un leadership transformationnel qui favorise la co-construction et l'implication des jeunes dans des projets à fort impact local. Il s'agit d'initiatives intégrées alignées sur les ODD pour améliorer les conditions de vie à Toliara.



Plus de 120 enfants ont été formés au numérique via DigiKids Lab, et des jeunes ont acquis des compétences en leadership, marketing digital

et entrepreneuriat, plus de 3 000 propagules de mangroves ont été plantés pour protéger le littoral, renforcer la biodiversité et lutter contre le changement climatique, 8 projets entrepreneuriaux ont été incubés, certains obtenant des financements et des accompagnements.

4. ENFANTS ET JEUNES CREATEURS

4.1. Assa MATSUSSE : Xo teka mintxumu swa ku - MOZAMBIQUE

Assa Matusse, connue sous le nom de « Menina do Bairro » au Mozambique, est une chanteuse et compositrice dont le travail artistique va au-delà de la musique : elle défend des causes sociales liées au bien-être des filles et des adolescentes, à la promotion de l'égalité des sexes et à la lutte contre les violences. La chanson « Xo teka mintxumu swa ku » (2023) aborde directement le problème de la violence sexiste et du sexisme au Mozambique et dans le monde, et est également utilisée dans les campagnes contre les féminicides.

En tant qu'ambassadrice de l'Association socioculturelle Horizonte Azul (ASCHA), elle contribue à la défense des droits humains, en mettant l'accent sur les filles et les femmes de la périphérie et des zones rurales. Son esthétique artistique valorise les références ancestrales et la culture mozambicaine, renforçant le rôle de la langue et de la musique en tant qu'instruments de transformation sociale.



4.2. Abdou-Azize – BLAAZY : sossorobougou - BURKINA FASO

Abdou-Azize, connu sous le nom de Blaazy Slameur engagé, originaire de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso, utilise sa musique comme un puissant levier pour la paix, l'inclusion et la cohésion sociale. À travers sa création « Sossorobougou », il aborde avec authenticité les problématiques liées aux tensions sociales dans les zones non loties, appelant à l'unité, la solidarité et le dialogue. Son engagement se manifeste aussi par l'animation d'ateliers d'écriture destinés à renforcer l'expression des jeunes et des communautés rurales.

Malgré des contraintes financières importantes liées à l'autoproduction, Blaazy Slameur a mené ce projet avec conviction, faisant de son œuvre un outil d'éducation citoyenne et un plaidoyer culturel. Avec son avenir artistique orienté vers des thématiques de gouvernance participative, d'inclusion et de paix, Abdou-Azize incarne la vision d'un art engagé au service d'une société plus juste et pacifiée.



4.3. Euphony Club Lycée pilote Sfax1 : mi quierido - TUNISIE

Le groupe Euphony Club dans la région de Sfax, a vécu une expérience profondément enrichissante en participant à la création musicale « بوبحملا اي - mi quierido ». Cette aventure a permis aux membres du groupe de développer non seulement leurs compétences artistiques mais aussi des valeurs importantes telles que l'entraide, le respect mutuel et la collaboration démocratique au sein de l'équipe. La chanson aborde un thème universel et poignant, celui d'un amour impossible entre deux personnes issues de pays en conflit, inspirée par l'histoire d'un poète palestinien. La démarche créative du groupe repose sur une collaboration inclusive où chaque voix est écoutée et valorisée, illustrant ainsi un véritable esprit d'équipe. Malgré des contraintes financières et organisationnelles, le groupe a su rester soudé et créatif, témoignant d'une forte résilience. Euphony Club envisage d'explorer à l'avenir des thématiques telles que la gouvernance participative, l'inclusion et la paix, convaincu que la musique est un puissant vecteur de changement social.



4.4. Club Morocco88 Lycée Moulay Youssef : Elemental Symphony - MAROC

Saad Azar El Khaïter, co-leader du club Morocco88 au Lycée Moulay Youssef à Rabat, a coordonné avec succès la création du clip musical «Elemental Symphony». Fort de son expérience en gestion logistique, planification, suivi de tournages et communication sur les réseaux sociaux, Azar El Khaïter Saad a démontré un leadership rigoureux au service d'un projet collectif. Cette initiative ambitionne de sensibiliser à la protection de l'environnement à travers l'art, en mobilisant une équipe multidisciplinaire de lycéens engagés dans toutes les phases de création. Le travail collaboratif structuré, l'organisation rigoureuse, le partenariat efficace et l'engagement citoyen témoignent d'une forte capacité à fédérer des talents divers autour d'un message universel. Le succès critique et populaire du projet souligne la puissance de la musique comme levier d'impact social et environnemental, portée par une jeunesse motivée et responsable.



4.5. Tunisie 88 au Lycée Teboulba : Eclipse - TUNISIE

Les élèves de Tunisia 88 au Lycée Teboulba ont créé « Eclipse », un projet musical achevé en 2025, qui est devenu bien plus qu'une entreprise artistique – c'était un voyage transformateur de travail d'équipe, de résilience et de créativité. « Eclipse » se distingue par son harmonie artistique : le thème symbolique de l'amour impossible du soleil et de la lune, le maqam kurdī obsédant qui

évoque la nostalgie et la séparation, et les visuels qui donnent vie à l'histoire. Chaque membre a laissé une empreinte personnelle sur le projet, ce qui en fait non seulement une œuvre musicale mais aussi une création humaine pleine d'authenticité et d'émotion.

L'équipe souligne que sa force réside dans l'unité et la passion, ce qui lui a permis de transformer un rêve en réalité. À l'avenir, ils ont l'intention de continuer à utiliser la musique comme outil pour promouvoir la gouvernance participative, l'inclusion et la paix, convaincus de son pouvoir de sensibiliser et d'inspirer des changements positifs dans la société.



5. JOURNALISTES ET COMMUNICANTS

5.1. Article de presse

Oumar BA, keurmassaractu.com - SENEGAL

Oumar Ba est journaliste économique spécialisé sur les ressources naturelles et l'environnement. Son article "À Dakar, l'accès à l'eau potable a renforcé l'autonomisation des femmes", publié en mars 2025 sur Keur Massar Actu, analyse l'impact des investissements publics dans l'approvisionnement en eau sur les conditions de vie des femmes de la région de Dakar.

L'article met en évidence comment l'accès facilité à l'eau potable a réduit la pénibilité des tâches domestiques, libérant ainsi du temps pour les activités génératrices de revenus et l'éducation des enfants. Ce reportage illustre une approche de journalisme de solution en montrant comment une politique publique améliore concrètement l'autonomisation féminine et contribue à la justice sociale.



L'objectif était de sensibiliser les décideurs sur les effets positifs de l'accès universel à l'eau et d'encourager d'autres pays africains à investir dans ce secteur vital.

Gaustin DIATTA, Le Soleil - SENEGAL

Gaustin Diatta est journaliste reporter au quotidien national Le Soleil, qui manifeste un fort intérêt sur tout ce qui est en lien avec les questions de gouvernance, de justice sociale et de changement climatique. Son article "Inondations, salinisation des sols, érosion côtière, enclavement : Le blues des insulaires de la Basse-Casamance", publié en avril 2025, décrit la vulnérabilité des habitants des îles de la région de Ziguinchor, confrontés à des défis environnementaux majeurs tels que l'érosion, la montée des eaux, l'enclavement et les difficultés d'accès aux services essentiels.

Par ce reportage, il cherche à alerter l'opinion publique et à interpeller les pouvoirs publics sur l'urgence d'agir pour améliorer les conditions de vie des insulaires.

En adoptant une démarche de journalisme de développement, Gaustin Diatta valorise également les bonnes pratiques locales de résilience et met en avant le courage de populations qui luttent quotidiennement contre les effets du changement climatique.



Mawutondji Gérard GODONOU, RFI Mondoblog, Sô-Ava - BENIN

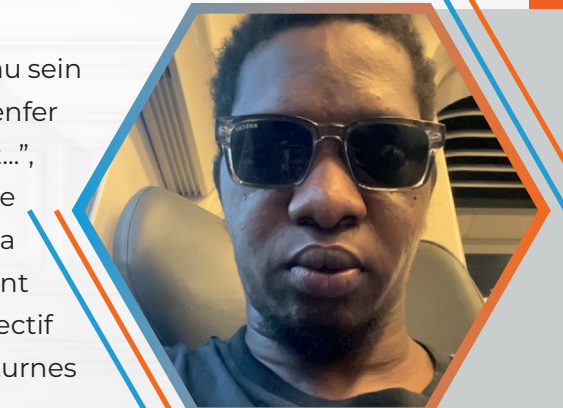
Mawutondji Gérard Godonou est journaliste web et consultant en développement local. Son article "Sô-Ava : Un téléthon inédit pour financer les projets de développement de la commune", publié en juin 2022 sur RFI Mondoblog, relate une initiative originale de la commune de Sô-Ava, située sur les rives du lac Nokoué au Bénin. Confrontées à un faible niveau de mobilisation de ressources propres, les autorités locales, avec l'appui du maire, de jeunes volontaires et de la diaspora, ont lancé un téléthon citoyen baptisé "Ló ze to d'eme". L'événement a permis de collecter plus de 44 millions de FCFA en trois mois, destinés à la construction d'une salle polyvalente au service de la communauté. Le reportage met en évidence des bonnes pratiques telles que la mobilisation inclusive et participative, la transparence dans la gestion des fonds, la communication de proximité et le renforcement de la cohésion sociale. Cette expérience innovante démontre largement comment les collectivités locales peuvent inventer de nouveaux mécanismes participatifs et solidaires pour impulser leur propre développement.



5.2. Documentaire TV

Abdou Karim Mbacké NDIAYE, Dakaractu - SÉNÉGAL

Abdou Karim Mbacké Ndiaye est journaliste reporter d'images au sein de Dakaractu. Son reportage "Ngor : Plongée nocturne dans l'enfer de la drogue et de la prostitution – les Gilets Jaunes découvrent...", diffusé en juin 2025, met en lumière la montée de l'insécurité, de la délinquance juvénile, de la consommation de drogues et de la prostitution dans des lieux publics et symboliques, notamment la plage et les lieux de prières. Alertés par ces dérives, un collectif de jeunes baptisé Ngor Debout a initié des patrouilles nocturnes



bénévoles, avec le soutien moral du chef du village et des autorités traditionnelles. Le reportage documente cette initiative citoyenne courageuse, qui montre davantage l'importance de la mobilisation communautaire et le leadership local émergent face à des enjeux sociaux urgents. Ce documentaire a été réalisé avec ses propres moyens et vise à sensibiliser l'opinion, interpeller les pouvoirs publics et valoriser la gouvernance participative portée par la jeunesse.

Abdoulaye TOUNKARA, Afrique émergente - MALI

Abdoulaye Tounkara est chargé de communication au Conseil régional de Sikasso depuis 2018. Son ouvrage documentaire "Livre d'Or du Conseil régional de Sikasso (2010-2020)", publié en novembre 2021 dans le magazine Afrique émergente, retrace une décennie marquée par la consolidation de la décentralisation et la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement Régional à l'horizon 2035. Le document capitalise les réalisations en matière de gouvernance participative, de développement économique, de transparence et de partenariat avec les bailleurs, tout en constituant une mémoire institutionnelle précieuse pour les générations futures. Conçu comme un outil de communication et de plaidoyer, ce livre met en exergue les bonnes pratiques locales, la transparence dans la gestion publique et l'implication des citoyens dans les choix stratégiques. L'objectif était de valoriser les efforts collectifs de la région de Sikasso, d'améliorer la visibilité institutionnelle et d'inspirer d'autres collectivités territoriales. Cette belle réalisation n'est pas aussi exempte de difficultés liés aux aspects techniques, logistiques, institutionnels et humains.



Aboudou Wahabou Touraré ABOUBAKARI, Radio SU TII DERA FM de Nikki - BENIN

Aboudou Wahabou Touraré Aboubakari est Rédacteur en chef de la Radio SU TII DERA FM de Nikki, au Bénin. Son reportage radiophonique "Budget participatif : Et si on écoutait les jeunes et les enfants de l'Afrique ?", diffusé en juillet 2025, s'intéresse à l'intégration des préoccupations des jeunes et des enfants dans les politiques publiques locales. Inspiré par le MASTA sur le budget participatif organisé par l'OIDP Afrique, il met en lumière les bonnes pratiques développées au Bénin, telles que les parlements et mairies des jeunes, ainsi que les conseils communaux d'enfants, mais aussi les initiatives du Sénégal comme les maisons de la jeunesse, les programmes structurants pour l'emploi et les stratégies de protection des enfants. Ce reportage souligne l'importance de réserver des lignes budgétaires adaptées à cette catégorie d'acteurs, considérée



comme la relève, afin de promouvoir un développement inclusif et durable. L'objectif poursuivi est de sensibiliser les décideurs à la nécessité d'investir davantage dans la jeunesse et l'enfance et d'encourager des politiques locales plus participatives.

6. UNIVERSITAIRES - CHERCHEURS

6.1 Doctorants

FERNANDO LIGUE ENGAMBA, Université de Ngaoundéré - CAMEROUN

Fernando LIGUE ENGAMBA un doctorant camerounais en sciences sociales et politiques. Sa thèse, intitulée « Pouvoir traditionnel et notion de « démocratie » à l'Est-Cameroun : De la possibilité de repenser l'intérêt général des groupes sociaux sous le prisme de la dynamique d'une pratique endogène », essaie d'analyser les interactions entre les structures de pouvoir traditionnel et les concepts démocratiques modernes. En confrontant la vision occidentale de la démocratie aux spécificités culturelles africaines, sa recherche met en avant la manière dont les pratiques endogènes de gouvernance peuvent redéfinir l'intérêt général des groupes sociaux et contribuer à un développement politique et social contextualisé, tout en enrichissant les réflexions académiques sur la pensée politique africaine vernaculaire. La démarche, historico-anthropologique, repose sur des entretiens semi-directifs avec des autorités traditionnelles, des enquêtes ethnographiques, l'analyse thématique et l'exploitation de sources couvrant les périodes précoloniale, coloniale et contemporaine. Malgré les résistances sociales et culturelles, les difficultés d'accès aux données et les instabilités sécuritaires, le chercheur privilégie une approche participative, respectueuse des normes locales, appuyée par une formation éthique, une flexibilité logistique et des partenariats communautaires.



FANOINA NY RIANA RAZAFINDRAKOTO, Université de MADAGASCAR

Fanoina Ny Riana RAZAFINDRAKOTO est doctorante Malgache dont le projet de thèse porte sur « Démocratie participative et diplomatie scientifique : vers une gouvernance inclusive de la biodiversité médicinale à Madagascar ». Ce travail met en lumière la méga diversité végétale endémique de Madagascar (80 % d'endémicité), menacée par le changement climatique, la déforestation et la surexploitation, et propose une gouvernance inclusive pour valoriser les plantes médicinales en intégrant savoirs traditionnels, recherche scientifique et justice sociale. Il vise à élaborer une politique publique transparente, soutenue par la diplomatie scientifique et le Protocole de Nagoya, pour une souveraineté sanitaire et une chaîne phytopharmaceutique durable, faisant de Madagascar un modèle



d'alliance entre biodiversité et solidarité. La méthodologie, qualitative et stratégique, combine analyse documentaire, entretiens semi-directifs avec des acteurs clés (chercheurs, tradipraticiens, ministères, ONG, communautés locales), études de cas et cartographie systémique des enjeux, assortie de propositions prospectives pour des scénarios de développement et recommandations politiques. Face aux contraintes liées au manque de coordination intersectorielle, à la faiblesse du cadre juridique sur la propriété intellectuelle, au biopiratage et au cloisonnement des acteurs, elle privilégie des approches innovantes telles que la création de labels locaux, des plateformes de transfert technologique, des pôles d'innovation territoriaux et un dialogue multi-acteurs fondé sur la diplomatie scientifique.

BENILDE ADELAIDE MATSINHE SAMBO, Universidade do Porto PORTUGAL /MOZAMBIQUE

Benilde Adelaide Matsinhe Sambo est doctorante mozambicaine. Sa thèse, intitulée « Discours, récits et (in)visibilités des femmes dans le cadre de la démocratisation au Mozambique (1960-1983) », étudie la participation et la représentation des femmes – notamment la figure de Joana Simeão dans les processus de décolonisation et de démocratisation au Mozambique. Elle interroge la manière dont les discours coloniaux et démocratiques se sont articulés aux enjeux de genre, et comment les initiatives en faveur des droits des femmes ont tenté de contester l'ordre patriarcal. Sa démarche mobilise une approche socio-sémiotique, la sociolinguistique et l'anthropologie du langage, combinant recherche bibliographique, analyse descriptive, étude de cas et revue de littérature, avec une attention particulière à l'oralité et aux sources orales. Face aux contraintes liées à la prégnance des récits nationalistes, aux résistances culturelles et au manque d'études sur les cultures populaires lusophones, elle adopte une approche participative et contextualisée, impliquant les acteurs locaux et respectant les normes culturelles afin d'ancrer sa recherche dans les réalités communautaires.



6.2. Chercheurs

ISSA ISSOUFOU, Université André Salifou, Département de Sociologie-Anthropologie - NIGER

Issa Issoufou est chercheur nigérien engagé dans l'analyse des dynamiques locales de développement. Son article s'intitule « Les enjeux du développement local à l'aune de la démocratie participative dans la commune rurale de Tirmini (Zinder-Niger) ». Dans cet article, Issa Issoufou explore les enjeux du développement local dans la commune rurale de Tirmini (Zinder, Niger), à travers une approche qualitative fondée sur des entretiens avec 73 acteurs organisés et 102 795



habitants répartis dans 60 villages. L'étude révèle que les stratégies descendantes des décideurs brouillent la compréhension du développement local. Les acteurs locaux identifient pourtant des problématiques majeures : exode rotatif perturbant les structures familiales, changement climatique induisant des mutations sociales, et émergence de la mendicité féminine comme stratégie de survie. L'article vise à outiller les gestionnaires locaux pour mieux répondre aux besoins réels des populations. Malgré le contexte politique post-crise du 26 juillet 2023, la continuité administrative offre une opportunité de renforcer la démocratie participative.

Mhamed LKAHAL, Docteur en droit public et sciences politiques, Fondateur Africain Institute of Smart Governance - MAROC

Mhamed Lkaihal est chercheur marocain, docteur en droit public et sciences politiques de l'Université Mohamed V. Son ouvrage s'intitule « Vers l'innovation du système d'information pour la valorisation du patrimoine des collectivités territoriales marocaines ». Lkaihal Mhamed propose un modèle innovant de Système d'Information Patrimonial (SIP) pour les collectivités territoriales marocaines, visant à valoriser leur patrimoine et renforcer la gouvernance locale. Il démontre que les systèmes actuels (le Système de Gestion du Patrimoine (SGP) et le Système d'Information Comptable (SIC)) sont fragmentés, opaques et peu adaptés aux exigences de transparence et de performance. En mobilisant la théorie de contingence de Lüder et les principes du New Public Management, il conceptualise un SIP intégré, normé selon les standards IPSAS, capable de traduire fidèlement l'action publique locale. L'étude révèle que les obstacles à l'innovation sont principalement politico-administratifs, tandis que les Sociétés de Développement Local (SDL) offrent un levier managérial apolitique. L'ouvrage propose une fusion disciplinaire entre droit et économie, et un cadre théorique pour analyser les mutations du secteur public local. Il plaide pour une gouvernance patrimoniale sincère, consolidée et utile à la décision, permettant aux acteurs territoriaux de mieux piloter les programmes et d'exercer un contrôle démocratique.



Laouali brah MALAM MAMAN, Université Abdou Moumounie Niamey - NIGER

Laouali Brah Malam Maman est chercheur nigérien avec un profil pluridisciplinaire en sociologue appliqué, expert en gouvernance, intégration régionale et planification locale stratégique. Son article s'intitule « Décentralisation et Gouvernance locale au Niger : les faiblesses à asseoir un développement local durable ». Cet article analyse les limites du processus de décentralisation au Niger, amorcé au début des années 2000. Malgré les ambitions de rapprochement administratif et de participation citoyenne, les résultats restent



mitigés. L'étude, fondée sur des entretiens et une analyse documentaire, met en évidence des faiblesses structurelles : faible capacité des collectivités, déficit de formation des élus, transfert incomplet des compétences, et domination des logiques politiques. Elle explore aussi les effets de l'insécurité, de la pauvreté et de la dépendance aux aides extérieures. L'auteur propose des recommandations pour une gouvernance locale plus fonctionnelle : renforcement institutionnel, fiscalité locale, participation citoyenne et meilleure coordination. L'objectif est de faire de la décentralisation un levier de transformation sociale et démocratique durable.

III. LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le comité scientifique est constitué de personnalités de la société civile, du monde universitaire, des médias, des partenaires au développement et des associations d'élus venant d'Afrique et du monde et intervenant dans le secteur de la gouvernance et du développement local. Ce comité assure une analyse technique des soumissions et présente ses conclusions au Comité de pilotage. Le COS élabore également le draft du mémorandum qui sera soumis au COPIL pour validation. Il est composé de :

1.	Mme Anjara MANANTSARA (Présidente)	Madagascar
2.	M. Joseph ANICET NKE	Cameroun
3.	M. Abdoulaye CISSE	Sénégal
4.	Pr Madiagne DIALLO	Sénégal
5.	M. Mamadou DIOUF	Sénégal
6.	Mme Tatiana ETOA	Cameroun
7.	M. Kimball GALLAGHER	Etats Unis
8.	Mme Sabiha HOMRI	Tunisie
9.	M. Victor JAFAR DOS REIS	Mozambique
10.	Dr Saide JAMAL	Mozambique
11.	Mme Zukiswa KOTA	Afrique du Sud
12.	Dr François MENGUELE	Togo
13.	Dr Moustapha NDIAYE	Sénégal
14.	Dr Siddiq NONDICHAO	Egypte
15.	Mme Rahmatouca SOW	Maroc
16.	Dr Ousseynou TOURE	Sénégal
17.	Mme Gaokakala Sobatha-Lelatlheg	Ethiopie
18.	Dr Najat ZARROUK	Maroc
19.	M. Jean Jacques YAPO	Côte d'Ivoire

IV. LE COMITÉ DE PILOTAGE

Ce comité est chargé :

- i) de donner les orientations politiques,
- ii) d'apporter l'appui-conseil requis au comité scientifique et
- iii) de proclamer les résultats finaux, à la suite de la sélection,
- iv) de finaliser le mémorandum fait de recommandations à l'endroit de l'écosystème d'acteurs de la décentralisation, gouvernance et développement local.

Il est composé de :

- ▶ **Ministre Urbanisme, Collectivités Territoriales et Aménagement des Territoires du Sénégal** (Représentant CTS n°8/UA) - PRÉSIDENT
- ▶ **Mamadou Oury DIALLO**, Président OIDP Afrique
- ▶ **Mme Khadija Mahécor DIOUF**, Co-Présidente OIDP
- ▶ **M. Issaka Garba ABDOU**, Commission Union africaine
- ▶ **M. Jean Pierre Elong MBASSI**, Secrétaire Général CGLU Afrique
- ▶ **Dr Greg MUNRO Director**, Cities Alliance
- ▶ **Mme Anjara MANANTSARA**, Présidente Comité Scientifique
- ▶ **M. Bachir KANOUTE**, Secrétaire Général OIDP Afrique



PELL

PRIX D'EXCELLENCE
DU LEADERSHIP LOCAL

**CÉRÉMONIE DE SACRE DE
L'EXCELLENCE DU LEADERSHIP LOCAL
EN AFRIQUE**

CONTACTS UTILES POUR PLUS D'INFORMATIONS



+221 76 810 93 37



secretariat@oidp-afrique.org



<https://oidp-afrique.org/>